

Communiqué de la Coordination Nationale des Précaires

Les représentants de la Coordination Nationale des Précaires de la Recherche (CNPR) sont intervenus mardi 4 décembre dans le cadre de l'audition publique de l'Office Parlementaire d'Evaluation des Choix Scientifiques et Technologiques (OPECST), à l'invitation du député Jean-Yves le Déaut, Vice-Président dudit office. Ils ont porté les revendications communes à l'ensemble des collectifs locaux de précaires de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR) :

- l'application de la loi du 12 Mars 2012, dite loi Sauvadet, pour tous les agents éligibles présents dans l'ESR ;
- le renouvellement des contrats d'agents non titulaires dont les financements sont assurés ;
- la mise en place d'un plan pluriannuel de création de 5000 postes par an pour toutes les catégories de personnel des universités et organismes de recherche ;
- l'augmentation du nombre de bourses doctorales pour les Sciences Humaines et Sociales (SHS).

A la suite de l'audition publique à l'OPECST, le cabinet de la ministre Geneviève Fioraso a reçu les membres de la CNPR et détaillé les décisions prises précédemment : la titularisation des 8400 agents éligibles à la loi Sauvadet dans les universités jusqu'en 2017, et la création nette de 980 postes par an dans l'enseignement supérieur prévue par les mesures relatives à la formation des enseignants du primaire et du secondaire.

Si la CNPR est consciente de l'effort qui est fait par le Ministère de l'ESR et l'ensemble du gouvernement Ayrault pour n'opérer aucune suppression de poste dans l'ESR sur la durée du quinquennat, elle ne peut que déplorer la grande insuffisance des engagements pris face à l'ampleur du problème de la précarité dans l'ESR. A ce jour, aucune proposition concrète n'est envisagée pour résorber durablement la précarité dans l'ESR, particulièrement dans les Etablissements Publics Scientifiques et Technologiques (EPST). L'ensemble des Collectifs de Précaires de l'ESR ne se satisfait en aucun cas des mesures prises par le ministère et appellera prochainement à une mobilisation nationale.